

SELON LE PRÉSIDENT DU CLUB DE RÉFLEXION CARE**Le contenu du projet de code du travail reste inconnu**

Le contenu du projet de code du travail reste inconnu, n'ayant pas été communiqué au club de réflexion CARE, indiquait hier son président, Slim Othmani, plaidant également la nécessité de la réforme fiscale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un think-tank voué depuis 2001 à la promotion de l'entrepreneuriat, de manière exclusive et apolitique, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a tracé un intéressant programme de rencontres matinales durant l'année 2014-2015 dont la teneur a été explicitée hier lors d'une conférence-débats.

Organisées avec la collaboration de la délégation de l'Union européenne en Algérie, avec laquelle une convention de partenariat et de transfert d'expertise est finalisée, indiquera le président de CARE, Slim Othmani, mais aussi avec le concours d'opérateurs, experts et universitaires nationaux, ces rencontres aborderont des thématiques tant globales que sectorielles et aboutiront à l'élaboration de recommandations, de plans d'action, d'actes et de livres blancs qui seront diffusés.

Les problématiques du rôle des institutionnels (établissements notamment financiers) dans le financement de l'économie ainsi que la question des chaînes de valeurs et la politique industrielle seront ainsi abordées respectivement à la fin juin 2014 et la première semaine de novembre 2014, en

partenariat avec l'UE et Maghreb Invest.

La problématique de la réforme fiscale et de l'absence de visibilité du Conseil national de la fiscalité, récemment installé, sera aussi traitée durant la première semaine de septembre prochain. A ce propos, Slim Othmani, également président de NCA Rouiba, estime que la réforme fiscale est «indispensable», et ce, dans la mesure où la fiscalité algérienne est complexe, parfois contraignante et alourdie par une forte taxation, en dépit des simplifications apportées.

Voire, des opérateurs sont confrontés parfois à l'arbitraire fiscal ou à l'absence d'équité, relèvera un commissaire aux comptes et expert-judiciaire. Un autre thème opportun est prévu lors de la seconde semaine d'octobre 2014. Il s'agit de la réforme du Code du travail. A ce propos, le président de CARE a indiqué que le projet de Code reste méconnu, même si la diffusion de la copie est censée être effective.

De fait, ce projet qui a été élaboré sous la férule gouvernementale n'a pas été porté à la connaissance de plusieurs opérateurs économiques et discuté par eux. Il s'agit donc d'œuvrer à connaître le contenu de ce code, d'en proposer une

analyse critique, laisse-t-on entendre. Autre thématique, la promotion des partenariats publics-privés, en tant qu'instruments alternatifs de financement et de management économiques, sera abordée durant la première semaine de mars 2015.

Notons, par ailleurs, que le club CARE prévoit de consacrer une rencontre, à une date non encore fixée, à la discussion, l'élaboration et la maturation d'un Doing Business propre, un corpus de mesures visant l'amélioration du climat des affaires.

D'autre part, la problématique de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sera discutée lors de la deuxième semaine de mars 2015, tandis qu'une rencontre sur l'intégration maghrébine est projetée à la fin septembre 2014.

En ce sens, l'absence d'une politique économique extérieure, la contrainte de la réglementation de la Banque d'Algérie, la faible ou inexistante participation des opérateurs nationaux aux négociations normatives internationales, voire la nécessité de la promotion du dialogue public-privé, ont été les thèmes évoqués lors de cette conférence-débat.

Des thématiques sectorielles seront également abordées lors de rencontres prévues le 13 avril 2014 sur la cyber-sécurité, durant la première semaine de décembre 2014

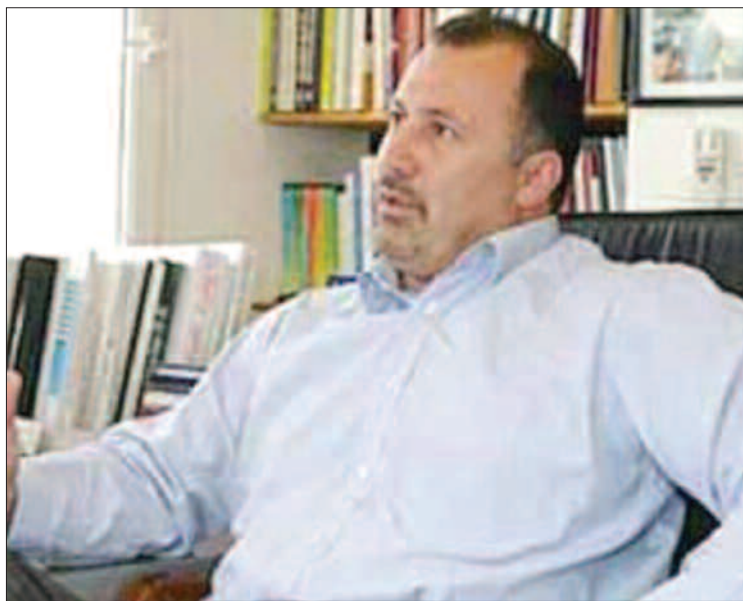


Photo : DR

Slim Othmani est pour une réforme fiscale.

sur le cloud computing, lors de la deuxième semaine de janvier 2015 sur l'économie verte et courant février 2015 sur l'économie numérique.

Autre focus, la formalisation de l'économie. A ce propos, CARE prévoit d'organiser avec un concours international une rencontre sur l'inclusion de l'économie informelle, la publication d'un livre blanc sur l'informel étant attendue.

De même, l'élaboration d'une charte de gouvernance des entreprises publiques économiques, en partenariat avec l'Institut Hawkama

El Djazaïr, l'Union européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sera discutée en décembre prochain.

Finalité de cette rencontre, contribuer à la mise en œuvre d'un outil permettant de plaider en faveur de la suppression de la pénalisation de l'acte de gestion.

Notons, par ailleurs, qu'un site internet dédié à la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises a été lancé récemment, à l'initiative de l'Institut Hawkama.

C. B.**ORAN : 10^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS, DES TECHNOLOGIES ET DES SERVICES DE L'EAU****Un rendez-vous incontournable pour les professionnels du secteur de l'eau**

Pour sa dixième édition, le Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE Pollutec) a regroupé hier, durant son inauguration au niveau du Centre des conventions d'Oran, près de 250 exposants de sociétés nationales et internationales, issues de 15 pays. Donnant le coup d'envoi de cette édition, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a visité nombre de stands pour s'enquérir de la diversité des équipements, des technologies et autres services qui concernent l'ensemble du cycle de l'eau.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - A l'issue de sa visite, M. le ministre a tenu un point de presse où il a abordé l'importance que revêt un tel salon, notamment dans le cadre des échanges d'expériences et de compétences. Interpellé sur la suite qu'a donnée son ministère au contrat qui lie la SEOR et son gestionnaire l'espagnol AGBAR dont le contrat est arrivé à terme au mois de décembre 2013, M. Hocine Necib fera savoir que le contrat a été

prolongé jusqu'au mois de juin 2014, et devrait être reconduit pour un autre contrat.

«Le premier partenariat s'étant avéré satisfaisant avec la réalisation de la plupart des objectifs fixés, nous comptons renouveler le contrat avec une nouvelle formule», dira l'intervenant. La gestion de l'eau par cette société espagnole de la SEOR n'a pas seulement contribué à la résolution de l'alimentation en eau potable de la wilaya d'Oran et l'ex-

tension du réseau d'assainissement, «elle a également permis, dira le ministre, de transférer un savoir-faire aux cadres algériens, raison pour laquelle nous avons entière confiance en nos cadres pour leur confier la gestion, ils bénéficient en parallèle d'un encadrement technique».

Le spectre des coupures d'eau que craignent toujours les Oranais malgré tout ce qui a été réalisé à ce jour ne devrait plus avoir lieu, rassure le ministre, «Oran est privilégiée, avec 700 000 m³ de capacité de stockage, cela lui permet une autonomie de 24h en cas de coupure».

Evoquant l'assainissement, l'intervenant s'est félicité que depuis les années 2000 à ce jour, la stratégie adoptée par ce secteur a permis de couvrir 88% du raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées.

«Nous avons également réalisé 150 stations d'épuration d'eau, et ce chiffre devrait atteindre 180 en 2014, avec une capacité de 1 milliard 200 000 m³».

La formation, autre volet incontournable dans la gestion de l'eau, n'a pas manqué d'être soulevée lors de cette 10^e édition du Pollutec. «Entre 2008 et 2013, nous avons formé 12 000 personnes tous corps confondus du secteur. Avec la création de l'Ecole supérieure de management des ressources en eau, la formation de nos cadres sera encore plus élargie».

Pour rappel, le Pollutec sera ouvert jusqu'au 27 du mois en cours et verra la tenue en marge des exposants du secteur, du 10^e colloque qui abordera des thématiques liées au secteur.

A. B.**DIABÈTE****L'ulcère du pied, une complication qui alerte**

L'Algérie compte 3,5 millions de diabétiques dont 200 000 sont porteurs de lésions du pied. 5 à 15% d'entre eux subissent des amputations, alerte le personnel soignant.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Toutes les 30 secondes un diabétique perd une jambe dans le monde. La prévalence du diabète est de 3% dans la population générale. Selon les données de 2013 de l'ONS, 300 millions de personnes sont diabétiques.

Un chiffre qui sera doublé en 2030. Toujours selon les mêmes données, 30% des patients ne guérissent jamais avec une thérapie

standard et 15% finissent par une amputation et dont 50% décèdent. Les complications du diabète sont multiples.

Le problème rénal, cardiovasculaire et la cécité posent problème, mais les amputations des jambes restent la complication la plus fréquente.

Le Pr Chaou Karim, chef de service chirurgie générale au CHU de Beni Messous qui intervenait, hier,

lors d'un séminaire sur le diabète et ses complications organisé par les laboratoires Lad Pharma, a indiqué que l'amputation du pied diabétique est la hantise du personnel soignant.

Selon le professeur, les pouvoirs publics n'accordent malheureusement pas d'importance à ce problème de santé publique.

Pourtant, poursuit-il, vu le nombre de malades qui augmente d'année en année, il faut s'attendre aussi à plus d'amputations dans l'avenir. Il a expliqué que la plupart des amputations commencent par l'apparition d'un ulcère du pied. Une complication qui peut être évitée et

qui permet à l'occasion de réduire de moitié le nombre des amputations. Il a cité comme facteurs de risques, l'âge avancé, 75% des sujets diabétiques sont âgés de plus de 65 ans, l'ancienneté de la maladie ou une atteinte rénale.

Selon le professeur Chaou, dans 50% des cas, des patients ayant perdu une jambe, perdront leur deuxième jambe dans les quatre années qui suivent.

De son côté, le Pr Joucdar, chef de service de chirurgie plastique et des brûlés de l'EPH de Douéra, a indiqué que 10 à 40% des hospitalisations sont dues à une lésion du pied.

Le professeur est, cependant, catégorique : «On ne guérit pas du diabète, nous avons besoin d'un suivi à vie et tout ce que nous pouvons faire c'est de repousser au maximum les complications». A ce sujet, les laboratoires Lad Pharma ont présenté un traitement pour l'ulcère diabétique, Heberprot-P et Hebermin.

«Seule alternative jusqu'à ce jour pour le traitement et la prévention des amputations, réduit les coûts d'hospitalisation et régénère les tissus», soulignent les professionnels de la santé.

S. A.